

REQUETE EN REFERE MESURES UTILES

(Article L.521-3 du Code de Justice Administrative)

A Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Marseille

POUR :

1) Le Groupe d'information et de soutien des immigré-e-s (GISTI), association dont le siège se situe 3 Villa Marcès - 75011 PARIS, prise en la personne de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège et dûment habilité à agir en justice,

Ayant pour avocat **Maître Clément DALANÇON**, avocat au Barreau de Marseille, dont le cabinet se situe 90 rue de Rome - 13006 MARSEILLE (*Tel : 04.96.11.29.21./ Fax : 04.96.11.29.29.*),

2) La Cimade, Service œcuménique d'entraide, association dont le siège se situe 64 rue Clisson 75013 PARIS, prise en la personne de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège et dûment habilité à agir en justice,

Ayant pour avocat **Maître Philippe PEROLLIER**, avocat au Barreau de Marseille, dont le cabinet se situe 90 rue de Rome - 13006 MARSEILLE (*Tel : 04.96.11.29.23./ Fax : 04.96.11.29.29.*),

3) L'Association de soutien aux Amoureux au ban public, association dont le siège se situe C/o La Cimade, 64 rue Clisson - 75013 PARIS, prise en la personne de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège et dûment habilité à agir en justice,

Ayant pour avocat **Maître Philippe PEROLLIER**, avocat au barreau de Marseille, dont le cabinet se situe 90 rue de Rome - 13006 MARSEILLE (*Tel : 04.96.11.29.23./ Fax : 04.96.11.29.29.*),

4) L'Association de juristes pour la reconnaissance des droits fondamentaux des immigrés, association dont le siège se situe Chez Monsieur Chistian BRUSCHI, 15 rue Labadié - 13001 Marseille, prise en la personne de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège et dûment habilité à agir en justice,

Ayant pour avocat, **Maître Clément DALANÇON**, avocat au Barreau de Marseille, dont le cabinet se situe 90 rue de Rome - 13006 MARSEILLE (*Tel : 04.96.11.29.21./ Fax : 04.96.11.29.29.*),

CONTRE :

Le Préfet des Bouches-du-Rhône

PLAISE A MONSIEUR LE PRESIDENT

FAITS

Depuis plusieurs années, les conditions imposées par les services de la Préfecture des Bouches-du-Rhône aux étrangers désireux de déposer une première demande de titre de séjour se sont dégradées à tel point qu'elles portent atteinte à la dignité humaine, entraînent une discrimination, une rupture de la continuité du service public et violent les droits élémentaires des étrangers en situation irrégulière.

Un traitement différencié des premières demandes de titre.

En effet, la Préfecture a instauré le système suivant : toutes les premières demandes de titre de séjour temporaire au titre des articles L 313-11, 7°, L 313-14 du CESEDA ainsi que celles d'admission exceptionnelle au séjour par le travail ne sont reçues que les lundi, mardi, jeudi et vendredi matin, et seul un nombre limité d'étrangers, variant entre dix et quinze par jour, se voit remettre un ticket leur permettant d'accéder au guichet pour voir enregistrer leur demande.

Il est constant par ailleurs que les étrangers faisant ce type de demandes sont très nombreux et que les autres demandes sont traitées différemment et par des guichets séparés (exemple : parent d'enfant français, conjoint de français...).

En outre, cette organisation est imposée à tous les étrangers résidant dans le département, les sous-préfectures refusant d'enregistrer ces demandes.

Une situation contraire à la dignité humaine.

Il en résulte une situation intolérable puisque les étrangers sont contraints de faire la queue toute la nuit, et parfois même plusieurs nuits de suite, pour espérer obtenir un ticket et voir leur demande enregistrée.

Ces conditions d'accueil conduisent les étrangers concernés à attendre sur le trottoir devant le Bureau de l'Accueil et de l'Admission au Séjour (BAAS) de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, situé 66 B rue Saint-Sébastien 13006 MARSEILLE, dans des conditions sanitaires et de sécurité douteuses, munis de cartons destinés à les protéger du froid...conditions auxquelles seuls les plus résistants peuvent faire face.

Cette situation avait déjà été dénoncée au mois d'avril 2011 par huit étrangers qui avaient saisi le Tribunal Administratif de Marseille de requêtes en référé-suspension dirigées contre des refus d'enregistrement de leur demande de titre de séjour opposé par le Préfet des Bouches-du-Rhône du fait de l'impossibilité d'accéder aux guichets. Plusieurs médias avaient alors couvert la situation (**pièce n°1**, articles de Marseille l'Hebdo, 14 décembre 2010, « *Nuits glaciales pour un visa* » ; La Marseillaise, 29 mars 2011, « *Cela se passe ici, à Marseille, et aujourd'hui* » ; 31 mars 2011, « *Une simple question de dignité* » ; 1^{er} avril 2011, « *Des pratiques indignes devant la justice* » ; La Provence, 20 avril 2011, « *l'inaccessible guichet* », **pièce n°2**, bande sonore reportage France 3 du 31 mars 2011).

Bien que ces requêtes aient été rejetées pour défaut d'urgence, le Préfet des Bouches-du-Rhône avaient pris des mesures de réorganisation du service d'accueil des étrangers qui avait permis une amélioration certaine de la situation pendant plusieurs mois.

Cependant dès le mois de novembre 2011, la situation s'est à nouveau progressivement détériorée et la file d'attente des étrangers la nuit s'est donc reconstituée comme avant le mois d'avril 2011 (**pièce n°2**, bande sonore de l'émission « Les pieds sur terre » de France Culture du 22 novembre 2011).

Le constat de cette situation par de nombreux témoins.

A partir du mois de juin 2012, des membres d'associations ou des bénévoles accompagnant les étrangers en préfecture ont commencé à consigner leur observation du phénomène, établissant des témoignages couvrant la période jusqu'à ce jour.

Ces témoignages établissent tous de manière concordante qu'il est impossible pour un étranger de déposer une première demande de titre de séjour (pour les catégories mentionnées au 2nd § de la présente requête) sans avoir à faire la queue toute une nuit, voire plusieurs nuits de suite.

Jeudi 21 juin 2012, Madame Juliette GOUTET, référente socio-juridique d'un point d'appui et d'accès aux droits des étrangers de Marseille, accompagne à l'ouverture des guichets du BAAS un ressortissant algérien qui attendait depuis 4 heures du matin devant la préfecture mais ne peut déposer son dossier, le dernier ticket ayant été distribué avant son passage. Il retourne faire la queue à 18 heures, mais constatant qu'il est dix-septième sur une liste tenue par des personnes, il achète cinquante euros la septième place, étant précisé que certaines places ont été vendues ce jour-là deux cent euros. Cet homme parvient à l'ouverture à obtenir le dernier ticket distribué (**pièce n°3**, attestation de Mme Juliette GOUTET).

Madame Margot BONIS, juriste bénévole, relate la situation d'un étranger qu'elle a accompagné trois fois sur les huit où il s'est présenté devant le service d'accueil des étrangers entre le 15 juin et le 4 juillet 2012. Les deux premières fois, l'homme concerné est arrivé à 4 heures du matin, puis de plus en plus tôt (à minuit le 29 juin, à 19h30 le 2 juillet, à 17 heures le 4 juillet), sans être parvenu pour autant à déposer son dossier. Elle relève en outre la mise en place d'un système de monnayage des places dans une liste tenue par deux hommes et dressant l'ordre de passage des étrangers à l'accueil (**pièce n°4**, attestation de Mme Margot BONIS).

Madame Roselyne DREBI, salariée de l'Association Esclavage Tolérance Zéro, atteste que, jeudi 19 juillet 2012, les personnes qui après avoir passé la nuit à attendre n'ont pu obtenir un des dix tickets distribués ce jour, dressent dès 8h30 une nouvelle liste de passage (**pièce n°5**, attestation de Mme Roselyne DREBI).

Monsieur Philippe CHOUARD, président de l'Association d'Aide à Tous les Etrangers (AITE) d'Aix en Provence, rejoint le lundi 23 juillet 2012 à 7h30 une personne tunisienne qu'il doit accompagner pour déposer une première demande de carte de séjour portant la mention « vie privée et familiale ». Cette personne est arrivée la veille en début d'après-midi pour être bien placée sur la liste, où elle est effectivement neuvième. Elle a dû passer 16 heures sur l'escalier en face du BAAS pour avoir cette place. Mais à l'ouverture de l'accueil, elle la perd en raison d'une bousculade et ne pourra obtenir l'un des dix tickets distribués. La dizaine de personnes qui comme elle ont passé la nuit devant la préfecture et n'ont pu être reçues établissent aussitôt une nouvelle liste pour le lendemain (**pièce n°6**, attestation de M. Philippe CHOUARD en date du 20 novembre 2012).

Dans la nuit du mercredi 25 au 26 juillet 2012, M. Philippe TONIUTTI-GONZALES, bénévole de l'Association des soutien aux Amoureux au ban public, constate aux environs de minuit que dix-sept personnes sont déjà inscrites sur la liste, dont la plupart sont étendues sur des cartons en guise de couchage. La personne qui est septième est présente depuis midi. Une personne lui indique que c'est la quatrième nuit qu'elle passe ainsi devant la porte.

Vendredi 27 juillet 2012, M. TONIUTTI-GONZALES passe à 6h45 et compte quarante personnes dans la file. A 8h15, il estime le nombre de personnes présentes dans la queue entre cent vingt et cent cinquante personnes, dont une mère avec deux enfants en bas-âge, une personne âgée de 92 ans et une personne malade âgée de 65 ans. Peu après l'ouverture, un homme qui est parvenu à obtenir un des dix tickets après avoir déjà passé six nuits dehors ressort en vociférant car il n'a pu déposer son dossier dans lequel il manquait un document.

M. TONIUTTI-GONZALES indique par ailleurs être passé régulièrement tous les soirs dans le courant du mois de juillet et du mois d'août observer les files et, comme Madame BONIS, il relève la présence de deux hommes qui tiennent la liste. En septembre, accompagnant son épouse qui devait renouveler sa carte, il constate entre 6 et 8 heures du matin, que des personnes enjambent les barrières pour s'intégrer dans la file et discutent dans une langue étrangère avec ces deux hommes (**pièce n°7**, attestation de M. TONIUTTI-GONZALES).

Jeudi 2 août 2012, Madame Margot BONIS, qui accompagne une famille demandeuse d'asile, constate à 8h20 qu'un agent de police annonce à haute voix qu'il n'y a plus de tickets « VPF » pour les personnes qui font la queue « séjour ». Les personnes qui n'ont pas pu être reçues constituent une nouvelle liste pour le lendemain matin (**pièce n°4**, attestation de Margot BONIS).

Mardi 16 octobre 2012, Madame Fatma FERCHICHI, élève avocate stagiaire au Comité médical pour les exilés (COMEDE), se présente au BAAS à 7h30 du matin pour accompagner un étranger présent dès 5 heures du matin. Peu après l'ouverture de l'accueil, il n'y a déjà plus de tickets et un agent indique à cet homme qu'« *il faut passer la nuit devant la préfecture pour avoir une chance de déposer* ». C'était la quatrième fois que cette personne essayait de déposer sa demande de carte de séjour (**pièce n°8**, attestation de Madame Fatma FERCHICHI).

Vendredi 16 novembre 2012, Madame Julie AUFAURE, référente socio-juridique d'un des points d'appui et d'accès aux droits des étrangers de Marseille, accompagne un des usagers de sa permanence qui fait la queue depuis 4h30 du matin. Celui-ci obtient le dixième sur les quinze qui seront distribués ce jour là. Elle constate que son accès a été facilité du fait qu'il était avec la personne qui tenait la liste depuis 21 heures la veille et qu'une femme qui était présente à 2 heures du matin n'a eu quant à elle que le dix-septième ticket. Madame AUFAURE ne parvient pas à savoir si les places dans la file ont été monnayées (**pièce n°9**, attestation de Madame Julie AUFAURE).

Mardi 18 décembre 2012, Madame Pamela PERL, bénévole, accompagne une dame âgée ayant de grosses difficultés à marcher et rester debout. A 8 heures elle rejoint cette femme qui fait la queue depuis 6 heures du matin. Lors de leur passage au guichet de l'accueil, elle obtient difficilement que la personne soit, en raison de son état de santé, spécialement reçue le jeudi matin suivant.

Effectivement, jeudi 20 décembre 2012, la vieille dame pourra déposer son dossier au guichet de l'accueil, mais Madame PERL ne peut attendre qu'elle soit reçue en personne à l'étage et doit la laisser dans la salle d'attente. Finalement son dossier sera refusé au motif qu'il manquait des éléments et, le 21 janvier 2013, Madame PERL la croisera à nouveau au BAAS alors qu'elle s'y rendait pour accompagner une autre

femme étrangère (voir *infra*). N'ayant osé lui demander de l'accompagner une nouvelle fois, la vieille dame a dû faire la queue depuis la veille 23 heures pour pouvoir être reçue (**pièce n°10**, attestation de Madame Pamela PERL du 21 janvier 2013).

Jeudi 20 décembre 2012, Madame Brigitte APPIA, volontaire auprès de la Cimade, se présente devant le BAAS à 5h45 en vue d'accompagner une dame qui fait la queue depuis 3h30 et où elle occupe alors la douzième place. Mais à 5h45, en raison des personnes qui s'introduisent dans la file qui compte alors cinquante personnes, trente personnes se retrouvent devant elle. Madame APPIA constate qu'un homme règle les entrées des personnes qui semblent avoir un numéro. A 6h15, soixante-quinze personnes sont dans la file (**pièce n°11**, attestation de Madame Brigitte APPIA).

Selon Madame APPIA, à 7h30, Monsieur Roger BARONTINI, bien connu des associations marseillaises pour faire un profit lucratif sur les dépôts de première demande de carte de séjour « VPF » (**pièce n°12**, article de la Marseille du 19 juillet 2009, « *Une aide qui peut rapporter gros* »), fait l'appel de ses clients à qui il apporte leur dossier en vérifiant qu'ils ont apporté les pièces manquantes et leur dit qu'il les rejoindra à 8h30 au premier étage.

Le 20 décembre 2012 à 8 heures, Monsieur CHOUARD, qui est présent lui aussi, apporte un café à un jeune marocain qui vient de passer quinze heures dans la nuit glaciale et apporte des précisions sur le rôle de Monsieur BARONTINI, aussi appelé « Monsieur Roger » par ses clients. Il constate que ce dernier arrive avec une pile de dossiers qu'il distribue à des personnes présentes parmi les vingt ou vingt-cinq premières. Certaines de ces personnes, qui étaient premières dans la liste, ont pu obtenir un ticket. Quant aux autres, Monsieur BARONTINI parvient à les faire passer en bloc à un guichet du premier étage avec ses autres clients, en dépit de l'ordre de passage établi par les numéros de tickets et au détriment, notamment, du jeune marocain que Monsieur CHOUARD accompagnait. (**pièce n°13**, attestation de Monsieur CHOUARD datée du 20 février 2013)

Vendredi 28 décembre 2012, Madame Christine PONSIN, chef de service du Centre d'Accueil des Demandeurs d'Asile Jane Pannier à Marseille, accompagne une femme demandeuse d'asile souhaitant déposer une demande de carte de séjour sur le fondement de l'article L 313-11, 11° du CESEDA (étranger malade). A 4 heures du matin, elle prend la quarantième place dans la file, les autres personnes étant là depuis la veille au soir. A 8h15, elle est rejointe par la femme qu'elle accompagne. Elles sont reçues à un guichet distinct des premières demandes « VPF », les étrangers relevant de l'article L 313-11, 11° bénéficiant d'un accueil réservé. (**pièce n°14**, attestation de Madame Christine PONSIN)

Jeudi 15 novembre 2012, Madame Pamela PERL, bénévole, accueille chez elle une femme orientée par le Point d'appui et d'accès aux droits des étrangers de Saint Martin de Crau. Au milieu de la nuit, cette personne quitte le domicile de Madame PERL pour commencer à faire la queue à 2 heures du matin. A 8h15, Madame PERL la rejoint et lui facilite l'accès au guichet de l'accueil, précisant que sans sa présence cela n'aurait certainement même pas été possible. Cela lui permet de retirer un formulaire que, selon l'agent, elle aurait pu retirer dans la sous-préfecture la plus proche. Mais elle n'aurait de toute façon pas pu déposer son dossier, les dix tickets ayant déjà été tous distribués.

Jeudi 17 janvier 2013 au soir, Madame PERL héberge à nouveau cette femme pour qu'elle puisse déposer son dossier le lendemain. Celle-ci part faire la queue à 3 heures du matin pour constater que la préfecture était exceptionnellement fermée le vendredi 18 janvier.

Dimanche 20 janvier 2013, Madame PERL héberge à nouveau cette personne et la rejoint en préfecture le lendemain à 8 heures où elle fait la queue depuis 3 heures du matin. En raison du blocage des policiers, elle ne parvient pas dans un premier temps à l'accompagner jusqu'au guichet de l'accueil où tous les tickets ont déjà été distribués.

Madame PERL obtient néanmoins du guichetier, en raison des circonstances, de lui réserver un ticket pour le lendemain. La dame accompagnée est contrainte de dormir une autre nuit chez Madame PERL. Le lendemain, elles se rendent à 8 heures en préfecture. Mais alors qu'un ticket leur est réservé, c'est un policier qui leur barre l'accès et refuse de se renseigner au guichet de l'accueil sur la véracité de leurs dires au prétexte que ce n'est pas son travail. Madame PERL se fait agresser verbalement, mais finalement obtient le fameux ticket. (**pièce n°10**, attestation de Madame Pamela PERL datée 21 janvier 2013)

Mercredi 19 février 2013 à 16h15, Madame Véronique RANCILLAC, enseignante retraitée et membre du Réseau Education Sans Frontières, se présente avec une femme étrangère devant le bureau des étrangers, où la tante de cette dernière fait la queue pour elle depuis 15 heures et l'a inscrite à la dixième place sur une liste établie par un homme. Ce dernier, qui n'a pu obtenir de ticket le matin même, a commencé son attente à 10 heures. A 20h15, Mme RANCILLAC compte vingt-huit personnes sur la liste et le lendemain à 7h15, une centaine. La jeune fille parvient à obtenir un ticket.

Comme Madame APPIA le 20 décembre 2012, Madame RANCILLAC constate la présence de M. Roger BARONTINI avec ses dossiers sous le bras, considéré par les policiers comme un avocat et autorisé de ce fait à franchir les barrières (alors que Madame RANCILLAC et les personnes qui accompagnent la jeune femme ne le sont pas). Cet homme parvient dans la matinée à faire entrer ses clients dans le bureau n° 1. Finalement, la jeune femme accompagnée par Madame RANCILLAC verra sa

situation faire l'objet d'un examen « de guichet » et d'un refus d'enregistrement de sa demande, comme elle l'avait fait déjà en mars 2012. (**pièce n°15**, attestation de Madame Véronique RANCILLAC datée 28 février 2013)

Jeudi 7 mars 2013, Mme Paméla PERL passe à nouveau devant le BAAS à 20h15. Elle constate que quatre personnes attendent déjà devant la porte et qu'au total dix sont déjà inscrites sur la liste d'attente. Celles qui ne sont pas présentes dehors attendent dans leurs voitures garées dans la rue. (**pièce n°16**, attestation de Madame PERL du 11 mars 2013)

Le 18 mars 2013, le Journal « 20 Minutes » (**pièce n°17**) relate dans un article intitulé « *Des sans papiers dorment devant la préfecture - UNE ATTENTE "HUMILIANTE"* » que :

- dès 21 heures, dix étrangers sont déjà devant la Préfecture à attendre et un quart d'heure plus tard ils sont treize ;
- l'un d'entre eux est arrivé à 14 heures et est septième sur la liste ;
- un voisin excédé par la situation témoigne du fait qu' « *il n'est pas rare qu'il y ait des bagarres : ils se disputent les places* ».

M. Philippe CHOUARD accompagne plusieurs personnes au bureau des étrangers le 18 février 2013, puis les 4, 21, 22 et 25 mars 2013 afin de déposer un dossier sur la base de la circulaire du 28 novembre 2012 relative à l'admission au séjour de personnes en situation irrégulière. A chaque fois, ces personnes ont dû arriver la veille, dans l'après-midi ou dans la soirée et avaient fait la queue toute la nuit dans le froid et l'humidité sur les marches de l'escalier extérieur et entre les barrières métalliques fixes afin de pouvoir accéder dans les premières aux guichets du rez-de-chaussée. M. CHOUARD a constaté que la file grossissait considérablement à partir de 7 heures du matin, comprenant largement plus d'une centaine de personnes, avec des enfants en bas âge dormant dans leurs poussettes et des personnes âgées peinant à se maintenir debout. (**pièce n°18**, attestation de Monsieur CHOUARD du 25 mars 2013)

Mercredi 20 mars 2013 à 20h45, deux volontaires auprès de la Cimade, Mesdames Lennart PERKOWSKI et Charlotte KRÄMER, constatent la présence d'une dizaine de personnes devant le bureau des étrangers. En discutant avec elles, elles apprennent que la première est arrivée à 12 heures, la deuxième à 13 heures et la troisième à 16 heures. A 21h30, dix-sept personnes sont inscrites sur la liste et dix-huit à 22 heures.

Quelques unes de ces personnes dormiront dans leur voiture, dont une famille d'Arles avec un enfant de trois mois, arrivée à 23 heures. Les autres essaient de dormir sur les marches devant le BAAS, dont une personne âgée. Une autre femme leur confie qu'elle a dû laisser ses enfants de moins de dix ans seuls chez elle pour passer la nuit devant la préfecture.

La plupart des personnes présentes en sont déjà à leur deuxième ou troisième tentative, voire plus, de dépôt de leur demande d'admission au séjour. Les fois précédentes, soit elles ne figuraient pas dans les premières personnes inscrites sur la liste, soit on leur a demandé d'apporter un document complémentaire pour l'acceptation de leur dossier, soit encore elles ont été dissuadées de le déposer.

La plupart ont pris un avocat pour préparer leur dossier et assurer « *la communication* » pour un coût allant jusqu'à cinq cent euros.

Une étudiante, dont le dossier a été perdu par le BAAS, est présente pour la cinquième fois en quatre mois, ce qui lui fait manquer les cours régulièrement.

A 22h30, Mesdames LENNART et KRÄMER quittent les lieux et reviennent le lendemain, jeudi 21 mars, à 6h30 et constatent la présence d'une cinquantaine de personnes. Vers 7h30, elles observent six personnes qui distribuent les dossiers et les passeports à leurs clients dans la queue. L'une d'elles a une pochette contenant dix passeports. Une autre est « Monsieur Roger » (Roger BARONTINI) qui distribue cinq dossiers et dont une de ses « clientes » explique qu'elle l'a rencontré au premier étage du BAAS. Deux autres enfin sont des avocats qui accompagnent des clients ayant peur de se faire arrêter par la police au guichet.

A l'ouverture du bureau des étrangers à 8h15, deux cent personnes sont présentes. Les six personnes ayant distribué des dossiers, dont M. BARONTINI, sont les premiers à entrer, suivis des étrangers présents pour une demande d'asile et enfin des personnes présentes depuis la veille qui entrent par cinq ou dix. A 8h40, un couple avec un enfant de moins de trois mois, arrivé à 7 heures, ressort sans avoir pu déposer leur demande, faute de tickets limités à quinze ce jour là. (**pièce n°19**, attestation de Mesdames Charlotte KRAMER et Lennart PERKOWSKI)

Jeudi 28 mars 2013, Monsieur Philippe CHOUARD accompagne un jeune ressortissant tunisien qui se présente pour la troisième fois de la semaine au bureau des étrangers afin de déposer un dossier dans le cadre de la circulaire du 28 novembre 2012 sur l'admission au séjour des étrangers en situation irrégulière. A chaque fois, il a dû faire la queue seize heures. On lui objecte, comme le 26 mars précédent, que la préfecture ne prend pas les dossiers des Tunisiens. Monsieur CHOUARD insiste et fait référence à la rencontre du 13/03/2013 entre Monsieur Izquierdo, Directeur du Service de l'Immigration et de l'Intégration, et la Commission Droit des étrangers du Barreau de Marseille, à l'occasion de laquelle avait été abordée la question du traitement des Tunisiens au regard de la circulaire du 28 novembre 2012 qui en fait une mention spéciale (**voir circulaire** NOR INTK1229185C du 28 novembre 2012, relative aux conditions d'examen des demandes d'admission au séjour déposées par des ressortissants en situation irrégulière dans le cadre des dispositions du CESEDA, page 12). La fonctionnaire du guichet, après en avoir référé à ses supérieurs, accepte

finallement le dossier et délivre une simple attestation de dépôt, alors que les étrangers dans la même situation que le jeune tunisien, mais d'autres nationalités, que Monsieur CHOUARD a aussi accompagnés, ont tous reçu un récépissé de demande de carte de séjour d'une durée de quatre mois. (**pièce n°20**, attestation de Monsieur Philippe CHOUARD en date du 19 avril 2013)

Mercredi 3 avril 2013, Madame Véronique RANCILLAC se rend devant le bureau des étrangers à 14h30. Elle constate qu'un homme, présent depuis midi, tient une liste et y a déjà inscrit cinq personnes. Madame RANCILLAC y inscrit un étudiant voulant changer de statut qui ne peut arriver avant 17 heures. Elle repart à 18 h30. A 20 heures, il la tient informée que quinze personnes sont inscrites, dont sept présentes, les autres étant allées boire un café. A 23 heures, elles se relaient encore, comme elles le feront toute la nuit. Les propriétaires de deux voitures autorisent certaines à s'y reposer. L'étudiant et d'autres passent la nuit sur des cartons. A partir de 4 heures du matin, des gens se font déposer par des proches ou des taxis.

Jeudi 4 avril 2013 à 7h30, Madame RANCILLAC revient au bureau des étrangers et compte plus de quatre-vingt personnes dans la file. A 8 heures, elle en compte cent. L'étudiant qu'elle accompagne parvient à avoir un ticket et obtient, manifestement grâce à l'aide qu'elle lui apporte, le dépôt de son dossier. (**pièce n°21**, attestation de Madame Véronique RANCILLAC en date 12 avril 2013)

Jeudi 4 avril 2013 également, Madame Nicolle HERVELIN, membre de La Cimade, accompagne une femme qui s'est présentée la veille à 17 heures au bureau des étrangers. Elle est alors la quinzième personne à s'inscrire sur la liste. A minuit, elle doit rentrer chez elle pour s'occuper de son enfant qu'elle a fait garder, malgré le risque qu'elle perde sa place. Sans avoir dormi de la nuit, elle reprend à 5 heures du matin sa place dans la queue, qu'elle n'a heureusement pas perdue. Il y a alors vingt-huit personnes qui attendent. Cette femme obtiendra un ticket et pourra déposer son dossier. (**pièce n°22**, attestation de Madame Nicolle HERVELIN).

Jeudi 18 avril 2013, Madame Juliette GOUTET, référente socio-juridique d'un Point d'appui et d'accès aux droits des étrangers de Marseille, retrouve devant le bureau des étrangers, à 8 heures du matin, deux jeunes filles souhaitant déposer une première demande de carte de séjour. La première, arrivée à 22 heures la veille, obtient un ticket mais pas la seconde, arrivée à minuit. En conséquence, cette dernière retourne faire la queue lundi 22 avril 2013 à 20 heures. A 8 heures du matin, Madame GOUTET la rejoint et voit un couple s'introduire au début de la file d'attente et susciter des réactions des autres personnes présentes, en particulier d'un homme qui se plaint aux policiers. L'un des policiers lui demande de se calmer, menaçant de le faire ressortir aussitôt entré, mais sans régler le différend. La jeune fille obtient le troisième ticket. (**pièce n°23** , attestation de Madame Juliette GOUTET en date du 24 avril 2013)

Mardi 23 avril 2013, Madame Charlotte MARINI, référente socio-juridique d'un des Points d'appui et d'accès aux droits des étrangers de Marseille, rejoint à 8 heures devant le bureau des étrangers une jeune femme qu'elle accompagne dans ses démarches, arrivée elle à 2 heures du matin.

Malgré l'intercession de Madame MARINI, elle n'obtient pas de ticket. Madame MARINI se présente alors à Madame GERMAIN, Chef du BAAS et présente à l'accueil comme tous les matins, et lui demande que la personne qu'elle accompagne puisse déposer son dossier dans la matinée ou de lui remettre une convocation pour un jour suivant, afin de lui éviter de refaire la queue la nuit. Madame GERMAIN lui répond irritée que « *la situation était problématique* », qu'« *il n'y avait seulement que 10 agents pour l'ensemble des personnes reçues chaque matin* », qu'ils avaient « *retourné le problème dans tous les sens* », qu'« *il n'y avait pas de solutions* ».

La jeune femme est contrainte de refaire la queue dès 11 heures le matin même et s'inscrit à la quatrième place sur la liste tenue ce jour-là. Les personnes qui tiennent la liste se succèdent la journée et la nuit, faisant la queue à tour de rôle, jusqu'à 5 heures du matin où l'appel des inscrits est fait.

A 8 heures du matin, Madame MARINI la rejoint. Elle obtient un ticket et en attendant qu'elle dépose son dossier constate la présence d'une avocate démarchant les étrangers présents (dont la jeune femme accompagnée par Madame MARINI), précisant qu'elle est spécialisée en droit des étrangers, qu'elle fait tout type de dossier et recommandant de se méfier des individus présents à la préfecture qui ne sont ni avocats, ni compétents. (**pièce n° 24**, attestation de Madame Charlotte MARINI)

La force probante de ces témoignages est d'autant plus forte qu'ils émanent de la société civile et non d'étrangers qui sont pourtant les premiers concernés. Il sera en effet compréhensible pour la juridiction que les étrangers ne souhaitent pas témoigner dans ce type de procédure, ces derniers étant dans la crainte que leur témoignage vienne influencer dans un sens défavorable la décision qui pourrait être ultérieurement prise par le Préfet.

Des témoignages corroborés par un rapport parlementaire récent

Le récent rapport du député Matthias FEKL établit le même constat que les associations (**pièce n° 25**, Rapport remis au Premier Ministre le 14 mai 2013, intitulé *Sécuriser les parcours des ressortissants étrangers en France*) :

« Files d'attente de plusieurs heures devant et à l'intérieur des préfectures, parfois la nuit, altercations à l'ouverture des portes, journées passées à attendre sans pouvoir accéder aux guichets, refus arbitraires de recevoir des dossiers de demande de titre : la mauvaise qualité de l'accueil dans les services des étrangers a fréquemment été mise en avant au cours des dernières années ». (partie II – LES ETRANGERS SONT TROP SOUVENT ACCUEILLIS DANS DES CONDITIONS INDIGNES DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE, p. 26)

« Au début du second semestre de l'année passée, à la suite du changement de Gouvernement, le ministre de l'intérieur a confié à l'inspection générale de l'administration (IGA) la mission de réaliser un diagnostic d'ensemble des conditions d'accueil des ressortissants étrangers dans les préfectures. L'analyse effectuée par l'IGA, fondée sur des critères objectifs (existence éventuelle de files d'attente nocturnes, temps moyen d'attente à l'extérieur des locaux, nombre de personnes présentes à l'ouverture des portes, refoulement de certains usagers en raison de l'insuffisance des capacités d'accueil), a permis de disposer d'une vision complète de la situation ; elle a notamment mis en évidence le caractère dégradé de l'accueil dans une trentaine de départements ayant comme caractéristique commune d'accueillir un nombre important de ressortissants étrangers ». (I.1 Les difficultés d'accueil en préfecture sont identifiées assez précisément, p. 26)

« Un deuxième exemple peut être trouvé dans les modalités de réception des demandes : certaines préfectures, afin d'éviter l'engorgement de la chaîne de traitement, mettent en place des circuits d'entrée qui s'imposent aux usagers (filtrage des associations pour les régularisations par exemple) ; d'autres pratiquent les fameux « refus guichet », en toute illégalité, l'étranger étant alors privé de tout recours et placé par l'administration dans une situation parfaitement kafkaïenne. (II.1.2 Un manque d'uniformité à l'origine d'inégalités de traitement, p. 29)

Les conséquences de cet accès restreint au guichet

Il ressort des témoignages apportés que la pratique mise en place par la Préfecture (nombre limité de tickets) a pour conséquence que de nombreux étrangers souhaitant déposer une première demande de carte de séjour au titre des articles L 313-11, 7° et L 313-14 du CESEDA, outre le fait d'être contraints de coucher dehors pour accéder au guichet, sont souvent amenés à recourir à des intermédiaires pour monter leur dossier de demande de titres de séjour et pour être accompagnés au guichet.

Si certains de ces intermédiaires sont issus du milieu associatif d'aide aux étrangers et proposent leurs services à titre gracieux, il n'en est pas de même de Monsieur BARONTINI ou des avocats qui sont présents tous les matins.

En ce qui concerne Monsieur BARONTINI, l'article de la Marseillaise du 20 juillet 2009 rapporte que son association, l'ARIME, facturait alors au moins cent euros sa prestation, auxquels il fallait rajouter près de deux cent quarante euros pour un courrier

d'accompagnement rédigé par un avocat qui travaillait en lien étroit avec cette association (**pièce n°12**).

Ces pratiques ne sont pas nouvelles. En février 2012, un autre « *écrivain public* », Monsieur Guy KLEIN, spécialisé dans l'accompagnement des étrangers en préfecture depuis 1986, était condamné à 18 mois de prison avec sursis pour complicité d'obtention frauduleuse de documents administratifs, aide au séjour irrégulier, faux et travail dissimulé. Comme Monsieur BARONTINI, il facturait ses services au moins cent euros et jusqu'à quatre cent cinquante euros dans certains cas. (**pièce n°26**, article de la Marseillaise du 20 février 2012, « *La chute de Papa Guy* »)

Le recours fréquent à des intermédiaires, payants ou gratuits, pour pouvoir déposer une première demande de carte de séjour révèlent à quel point les difficultés par les étrangers pour accéder au guichet sont importantes sinon insurmontables sans ces derniers.

Pourtant le département des Bouches-du-Rhône est doté d'un dispositif associatif d'accueil et d'accompagnement des étrangers probablement unique en France. En effet dix-neuf points d'appui et d'accès aux droits des étrangers tiennent des permanences hebdomadaires dans quarante lieux différents sur tout le territoire et reçoivent des milliers d'étrangers chaque année. Le Centre d'Accès au Droit des Etrangers (CADE, 8 boulevard Dugommier) spécialisé sur les questions liées au séjour et à la nationalité reçoit quant à lui près de quatre mille étrangers par an. En plus de ce dispositif institutionnel, les étrangers peuvent compter sur d'autres associations comme La Cimade, le Secours Catholique et d'autres acteurs associatifs, tous parfaitement formés en droit des étrangers et compétents pour constituer une première demande de carte de séjour.

Malgré cela les étrangers se tournent fréquemment vers des associations payantes ou font appel à des avocats, car ces derniers leur proposent un service supplémentaire que les points d'appui, le CADE ou les autres associations ne peuvent leur offrir qu'occasionnellement, à savoir les accompagner physiquement en préfecture, de manière à s'assurer qu'ils ne fassent pas l'objet trop rapidement au guichet de l'accueil, après une nuit passée dehors, d'un refus de délivrance d'un ticket ou au premier étage d'un refus d'enregistrement de leur demande.

Il en résulte qu'il n'est pas seulement nécessaire de passer une ou plusieurs nuits dehors pour surmonter le difficile accès au bureau des étrangers, mais que pour plus de garanties, les étrangers peuvent être amenés à recourir, probablement en proportion importante, à des intermédiaires, ouvrant ainsi la porte à la facturation de services privés pour l'accès à un service public.

Enfin, l'accès au bureau des étrangers est un tel enjeu que l'inscription sur la liste établissant l'ordre de passage a pu elle-même être monnayée, ainsi que l'attestent les pratiques rapportées observées à l'été 2012, rappelant celles qui s'étaient développées à l'été 2011 pour l'accès au parking Jules Guesde de la Porte d'Aix et qui avaient suscité un scandale de dimension nationale.

DISCUSSION

I. Sur l'intérêt à agir

S'agissant de l'intérêt à agir, il convient de souligner que pour être recevable à saisir le juge administratif, tout requérant doit démontrer un **intérêt donnant qualité à agir**.

Depuis sa décision de principe *Syndicat des patrons-coiffeurs de Limoges* (CE, 28 décembre 1906), le Conseil d'Etat a admis la recevabilité des recours exercés au nom d'un **intérêt collectif**, qui peuvent avoir pour objet la défense non seulement d'intérêts matériels, mais également **d'intérêts moraux en rapport avec l'objet du groupement tel que défini par les statuts** – dès lors que de tels intérêts ont été lésés par une décision administrative ou un comportement de l'administration.

Il en va de même dans le cas d'une association. L'intérêt collectif qu'elle défend s'apprécie au regard de son objet défini par ses statuts (voir en ce sens CE, 28 octobre 1987, *Association pour la défense des sites et des paysages*, n° 58.096).

En d'autres termes, une association est recevable à saisir le juge administratif en vue de la défense des intérêts pour la prise en charge desquels elle a été constituée.

A titre d'illustration, est recevable à demander la suppression d'un concours une association ayant cette suppression pour objet (CE, 6 novembre 2002, *Djament*, n°225.222).

La recevabilité des conclusions présentées par une association sur le fondement des dispositions de l'article L. 521-3 du code de justice administrative ne pose en principe aucune difficulté.

Le Conseil d'Etat a ainsi eu l'occasion de juger recevable les recours formés par de telles personnes morales et fondés sur ces dispositions, lesquels tendaient à l'obtention de mesures utiles en vue de faire respecter les prescriptions posées par le droit de l'Union européenne en matière d'environnement (CE, 25 juillet 2008, *Association SOS Grand Bleu*, n° 318.340) ou en matière d'urbanisme (CE, 6 février 2004, *Association de défense de l'environnement de Bormes et du Lavandou*, n° 256719), de mettre à disposition un bâtiment public (CE, 18 juin 2007, *Commune de Villefranche-sur-Mer*, n° 301.158) ou encore la communication d'éléments nécessaires à la formation d'un recours en justice (CE, 30 mars 2006, *Association d'aide contre les abus bancaires*, n° 291.583).

En l'espèce, il ressort des statuts des Associations requérantes qu'elles ont pour but la défense des droits des étrangers.

En effet,

1) **aux termes de l'article 1 des statuts du Groupe d'Information et de Soutien des Immigré-e-s (GISTI) relatif à son objet (pièce n° 27) :**

« Le Groupe d'information et de soutien des immigré-e-s (GISTI), association constituée conformément à la loi du 1er juillet 1901, a pour objet :

- *de réunir toutes les informations sur la situation juridique, économique et sociale des personnes étrangères ou immigrées ;*
- *d'informer celles-ci des conditions de l'exercice et de la protection de leurs droits ;*
- *de soutenir, par tous moyens, leur action en vue de la reconnaissance et du respect de leurs droits, sur la base du principe d'égalité ;*
- *de combattre toutes les formes de racisme et de discrimination, directe ou indirecte, et assister celles et ceux qui en sont victimes ;*
- *de promouvoir la liberté de circulation. »*

Le GISTI est une des associations qui font autorité en France en droit des étrangers, par ses publications, ses formations, prises de positions, et les recours qu'elle met en place (voir son site : <http://www.gisti.org>).

Association fondée en 1973, régulièrement constituée et déclarée en préfecture, ayant la personnalité morale conformément à la loi française de 1901, le *GISTI* est à l'origine de très nombreuses jurisprudences, et notamment de grands arrêts du Conseil d'État concernant le droit des étrangers.

Un colloque a ainsi réuni le 15 novembre 2008 à Paris, de nombreux magistrats, avocats et hauts fonctionnaires, sur le thème « Défendre la cause des étrangers en justice » (actes publiés par Dalloz sous le même titre, juin 2009), à l'occasion du trentième anniversaire de l'arrêt du 8 décembre 1978 par lequel, à la requête du GISTI, le Conseil d'État avait statué sur le droit des étrangers à une vie familiale normale.

De 1978 à 2008, le GISTI a été à l'origine de 80 décisions du Conseil d'État relatives au droit des étrangers (Défendre la cause des étrangers en justice, Dalloz, coll. « Actes », juillet 2009).

Pour un exemple de l'intérêt à agir du GISTI, intervenant volontairement au soutien de requêtes présentées par des étrangers devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille : voir quatre arrêts du 14 avril 2011 n° 10MA01083 et 10MA01084, n°

10MA01774 et 10MA01775, n° 10MA01720 et 10MA01721, et n° 10MA01722 et 10MA01723.

L'association est valablement représentée par son président. Son bureau, par délibération du 15 mai 2013, l'a expressément habilité à ester en justice dans le cadre du présent référé mesures utiles (**pièce n°27**, copie des statuts du GISTI, de la déclaration au Journal Officiel et de la délibération du bureau en date du 15 mai 2013).

2) **aux termes de l'article 1 des statuts de La Cimade** relatif à son objet (**pièce n°28**) :

« La Cimade a pour but de manifester une solidarité active avec ceux qui souffrent, qui sont opprimés et exploités et d'assurer leur défense, quelles que soient leur nationalité, leur position politique ou religieuse. En particulier, elle a pour objet de combattre le racisme. »

La Cimade est une forme de service que les Eglises veulent rendre aux hommes au nom de l'Evangile libérateur. Elle travaille en liaison avec le Conseil Œcuménique des Eglises, la Fédération Protestante de France, l'Eglise Orthodoxe en France, et collabore avec divers organismes catholiques et laïques, notamment au service des réfugiés, des travailleurs migrants, des détenus et des peuples des pays en voie de développement. »

Dès lors, l'intérêt à agir de La Cimade est incontestable.

L'association est valablement représentée par sa présidente. Son bureau, par délibération du 3 mai 2013, l'a expressément habilitée à ester en justice dans le cadre du présent référé mesures utiles (**pièce n°28**, copie des statuts de la Cimade, de la déclaration au Journal Officiel et de la délibération du bureau en date du 3 mai 2013).

3) **aux termes de l'article 2 des statuts de l'Association de soutien aux Amoureux au ban public** relatif à son objet (**pièce n°29**) :

« L'association a pour objet de soutenir l'action du mouvement des « Amoureux au ban public » qui agit pour la défense et la promotion des droits des couples binationaux, et notamment des couples franco-étrangers, par :

- *La collecte et la diffusion des informations sur la situation juridique, économique et sociale des couples binationaux en France et à l'étranger ;*
- *L'information par tous moyens des personnes en situation de couple binational de leurs droits en France et à l'étranger*

- *Le soutien par tous moyens des actions menées par les personnes en situation de couple binational pour faire reconnaître et respecter leurs droits en France et à l'étranger ;*
- *Le soutien et l'impulsion de toute action d'information, de sensibilisation ou de mobilisation de nature à défendre, promouvoir et renforcer les droits des couples binationaux ainsi que la reconnaissance de leur place dans la société ;*
- *Le combat contre toutes les formes de racisme et de discrimination, directe ou indirecte, visant notamment les couples binationaux, et l'assistance celles et ceux qui en sont victimes ; »*

A ce titre, l'association est par exemple recevable à agir au soutien d'une action engagée en référé devant le juge administratif par un ressortissant étranger conjoint de Français(e) auquel l'administration refuse la délivrance d'un visa d'entrée en France (CE, 21 juin 2010, *Agandir*, n°338979 ; TA Nantes, 3 août 2012, *Lekaili*, n°1206398) ou la délivrance d'un titre de séjour (TA Paris, 12 oct. 2012, *Nishimura épouse Le Pelleter*, n°1216990/9).

Les étrangers en concubinage ou pacsés à un(e) Français(e) souhaitant déposer une première demande de titre de séjour, doivent faire la queue pour obtenir un des dix ou quinze tickets distribués les lundi, mardi, jeudi et vendredi, au même titre que les étrangers déposant une demande de carte de séjour sur le fondement des articles L 313-11, 7°, L 313-14 du CESEDA ainsi que celles d'admission exceptionnelle au séjour par le travail.

L'intérêt à agir de *L'Association de soutien aux Amoureux au ban public* dans la présente affaire est par conséquent patent.

Enfin, la Présidente de l'association dispose du pouvoir d'agir en justice en application de l'article 8 des statuts (**pièce n°29**, copie des statuts de l'Association de soutien aux Amoureux au ban public, de la déclaration au Journal Officiel, des procès verbaux de l'assemblée générale et du bureau de l'association en date du 27 juin 2012).

4) aux termes de l'article 2 des statuts de *L'Association de juristes pour la reconnaissance des droits fondamentaux des immigrés* relatif à son objet (pièce n°30) :

« L'association regroupe des juristes de formation et de profession, quelle que soit leur appartenance politique, philosophique ou religieuse.

Elle a pour but de combattre toute disposition juridique à l'égard des étrangers, qui enfreint les droits fondamentaux de l'homme et les principes généraux du droit. Elle se propose de le faire par tout moyen approprié. »

Le Président de l'association dispose par ailleurs du pouvoir d'agir en justice en application de l'article 10 des statuts.

Eu égard à leur objet, les Associations requérantes ont donc bien un intérêt évident à faire valoir que les conditions d'accueil des étrangers qui se présentent à la Préfecture des Bouches-du-Rhône pour solliciter un premier titre de séjour au titre des articles L 313-11, 7°, L 313-14 du CESEDA ou de l'admission exceptionnelle au séjour par le travail portent une atteinte grave à la dignité humaine et aux droits élémentaires des étrangers en situation irrégulière, constituent une discrimination, violent l'égal accès à un service public, la continuité et le bon fonctionnement du service public, et ce en vue de solliciter le prononcé de toute mesure utile destinée à mettre fin à une telle situation

Voir sur ce point, outre les décisions de recevabilité déjà citées, par exemple, pour la recevabilité de la Section française de l'Observatoire international des prisons pour une atteinte aux droits des détenus du fait de leurs conditions de détention : CE, 20 mai 2011, n° 326.084 ; CE, 20 mai 2010, *Ministre de la justice*, n° 339.259, et plus particulièrement pour un référé mesures utiles, Tribunal administratif de Marseille, ordonnance du 10 janvier 2013, n° 1208146, Section française de l'observatoire international des prisons.

Par suite, elles sont en mesure de démontrer l'existence d'un intérêt leur donnant qualité à agir et doivent dès lors être regardées comme étant recevables à saisir le juge des référés sur le fondement des dispositions de l'article L. 521-3 du code de justice administrative de demandes tendant à ce que soient prises les mesures destinées à faire cesser une telle situation.

II. Sur l'urgence

Aux termes des dispositions de l'article L. 521-3 du code de justice administrative :

« En cas d'urgence et sur simple requête qui sera recevable même en l'absence de décision administrative préalable, le juge des référés peut ordonner toutes autres mesures utiles sans faire obstacle à l'exécution d'aucune décision administrative »

Il en résulte que toute demande fondée sur ces dispositions doit justifier, d'une part, de l'urgence à intervenir, d'autre part, du caractère utile des mesures sollicitées au regard de la situation exposée par le requérant.

Tel est le cas en l'espèce.

En effet, la condition d'urgence ainsi posée par les dispositions de l'article L. 521-3 du code de justice administrative apparaît clairement remplie au regard des atteintes suivantes :

A. Sur l'atteinte à la dignité humaine

Le respect de la dignité humaine découle tant du Préambule de la Constitution du 27 octobre 1946, de la Convention européenne des droits de l'homme que de la loi et la jurisprudence administrative.

Il est à peine besoin de souligner que l'impératif de respect de la dignité de la personne humaine compte au nombre de ceux placés au sommet des exigences de notre système juridique.

C'est ainsi que, par une décision du 27 juillet 1994, le Conseil constitutionnel, appelé à se prononcer sur la constitutionnalité des premières lois sur la bioéthique, a solennellement érigé en principe à valeur constitutionnelle la sauvegarde de la dignité de la personne humaine contre toute forme d'asservissement et de dégradation, à laquelle se réfère le Préambule de la Constitution du 27 octobre 1946.

Le Conseil d'Etat a également dégagé ce principe dans sa décision d'Assemblée Commune de Morsang-sur-Orge (**Conseil d'Etat, 27 octobre 1995, n°136.727**), en estimant « *qu'il appartient à l'autorité investie du pouvoir de police municipale de prendre toute mesure pour prévenir une atteinte à l'ordre public ; que le respect de la dignité de la personne humaine est une des composantes de l'ordre public* ».

Dans une ordonnance rendue le 22 janvier 2004 (TA Marseille, 22 janv. 2004, *Remidi*, n° 04427/0), le tribunal administratif de Marseille a, d'ailleurs, expressément jugé que « *le principe constitutionnel de la sauvegarde de la dignité de la personne humaine constitue une liberté fondamentale, au sens de l'article L. 521-2 du code de justice administrative* ».

De même, le tribunal administratif de Rouen a exigé l'indemnisation d'un détenu au motif que ses conditions de détention méconnaissaient le respect de la dignité inhérente à la personne humaine « *au regard des critères d'hygiène et de salubrité telles qu'elles sont définies par le code de procédure pénale* » (TA Rouen, 27 mars 2008, n° 0602590, M. Donat ; AJDA 2008, p. 668 ; voir aussi TA Rouen, 11 juin 2010, n° 1000674).

Il est constant que la désorganisation du service d'accueil des étrangers de la préfecture des Bouches-du-Rhône contraint les étrangers souhaitant déposer une

première demande de carte de séjour « vie privée et familiale » à coucher dehors, notamment dans le froid ou par temps de pluie. Sans sanitaires à proximité, ils doivent faire leurs besoins sur un bout de trottoir ou dans un coin d'immeuble au risque d'être vus par le premier passant, sans aucune hygiène ni respect de leur intimité. Ces mêmes personnes peuvent être soumises au racket d'autres plus puissantes et mieux organisées qui tirent profit de l'état de faiblesse et de vulnérabilité qu'a créé l'administration, elles peuvent être amenées à se battre pour conserver leur place ou voir leur tour volé par des plus malins ou des plus forts. De ce fait elles se trouvent dans une situation dégradante et d'avilissement, où le respect de la dignité de la personne n'est plus assuré.

Enfin, il a été jugé que le référé mesures utiles pouvait être utilisé en cas d'atteinte à une liberté fondamentale (pour une atteinte au droit de propriété, **Conseil d'Etat, 12 mai 2010, n° 333565**; pour une atteinte à la dignité humaine, **Tribunal administratif de Marseille, 10 janvier 2013, n° 1208146**).

En l'espèce, eu égard à la nécessité de mettre un terme aux atteintes portées au respect de la dignité de la personne humaine, l'urgence est manifestement avérée par le fait que des étrangers sont soumis chaque jour à des conditions d'attente dégradantes, indignes et potentiellement attentatoires à leur santé.

Voir en ce sens les deux décisions précitées.

B. Sur la discrimination et l'inégalité d'accès à un service public

Seule une catégorie d'usagers du BAAS de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, usagers exclusivement de nationalité étrangère, sont soumis à un tel traitement dégradant.

Il s'agit, comme indiqué plus haut, des étrangers désirant déposer un dossier de demande de titre de séjour au titre des articles L 313-11, 7°, L 313-14 du CESEDA ainsi que celles d'admission exceptionnelle au séjour par le travail.

En effet, ces ressortissants étrangers ne peuvent accéder à ce service public pendant ses horaires d'ouverture, autrement qu'en étant contraints de faire la queue une nuit entière, voire plusieurs nuits d'affilée.

Une telle organisation serait impensable dans le service mitoyen des cartes grises, ou dans ceux des cartes d'identité, des passeports, ou encore dans les locaux de la caisse d'allocations familiales ou de Pôle emploi.

Le journal « La Provence » relate en effet dans deux articles des 14 septembre et 18 novembre 2011 que des délais d'attente pour accéder au guichet et se voir délivrer une carte grise étaient respectivement d'1h12 et de 47 minutes, situation dénoncée et qualifiée de « *parcours du combattant* » à la fois par les usagers, la presse et un député rapporteur de la commission des finances à l'Assemblée Nationale, auteur d'un rapport sur cette question. (voir **pièce n°31**, articles de la Provence du 14 septembre 2011, « *Papiers d'identité : des délais ahurissants dans les Bouches-du-Rhône* » et du 18 novembre 2011, « *Papiers : la préfecture toujours à la traîne* »).

Personne ne peut imaginer qu'en France, puisse prospérer et être tolérée une situation où, en raison de la carence de l'administration, un usager soit contraint de coucher dehors pour avoir une chance d'accéder au service public que cette dernière est censée assurer.

Une telle disproportion de traitement entre des usagers faisant des demandes différentes est inacceptable et ne peut donc que constituer une discrimination en raison de la nationalité étrangère des usagers.

Les files d'attente observées nuit après nuit ont pour conséquence de remettre en cause l'égal accès à un service public.

Par ailleurs, il est en effet certain qu'il existe une différence de traitement à l'intérieur même de la catégorie des demandeurs de titre de séjour au titre des articles L 313-11, 7°, L 313-14 du CESEDA ainsi que celles d'admission exceptionnelle au séjour par le travail.

Les demandeurs qui se présentent à une heure normale se voient systématiquement refuser la possibilité de déposer leur dossier.

Cette situation méconnaît le principe d'égalité de traitement des usagers du service public, seules les personnes pouvant matériellement, physiquement et psychologiquement passer la nuit dehors sont susceptibles de déposer leur dossier, les autres qui, soit pour des raisons de santé, soit pour des raisons familiales, soit pour des raisons professionnelles, ne peuvent rester toute une nuit dans la rue et dans le froid, sont discriminées.

Voir en ce sens par exemple : Avis du Conseil d'Etat du 15/01/1997, n° 182777, ayant jugé que le principe d'égalité était violé dans la mesure où l'inscription à une université devait se faire par procédure télématique, alors que cette procédure dépendait nécessairement des conditions d'équipement informatique des intéressés.

Enfin, il existe aussi une différence évidente de traitement entre les demandeurs de titre de séjour au titre des articles L 313-11, 7°, L 313-14 du CESEDA ainsi que celles d'admission exceptionnelle au séjour par le travail et les autres demandeurs d'une carte de séjour sur le fondement par exemple de la qualité de parent d'enfant français, de conjoint de Français ou de membre de famille d'un ressortissant européen, **différence qui n'est pas prévue par la loi et qui n'est pas justifiée par des considérations objectives.**

La loi ne fait aucune distinction entre les différentes catégories de demandeurs de titre de séjour quant à la procédure de dépôt de leur demande. Ils sont tous tenus de se présenter au guichet.

La différence de traitement n'est pas justifiée par des considérations objectives tenant à une différence de situation appréciable.

Tout d'abord, les demandeurs relevant de l'article L 313-11, 7° du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, doivent se voir délivrer un titre de séjour « de plein droit », au même titre que toutes les autres catégories d'étrangers du même article, et la présentation de leur demande est réglementée par le même article R 311-1 du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Il n'y a donc pour eux aucune différence de situation avec les autres catégories prévues par l'article L 313-11 du CESEDA.

La rupture de l'égalité devant le Service public est donc avérée.

Ensuite, s'agissant des régularisations exceptionnelles par le travail, il est de jurisprudence constante que seules des différences de situation au regard de l'objet même du service public peuvent légalement justifier, en l'absence de motif d'intérêt général, une différence de traitement entre les usagers de ce service.

En l'espèce, l'objet du service public étant le traitement des demandes de délivrance de carte de séjour, il ne peut y avoir aucune différence de situation entre les demandeurs de régularisation exceptionnelle par le travail et les autres ressortissants étrangers.

Voir en ce sens par exemple : Conseil d'Etat, 4 mai 2011, n° 322901, qui refuse de voir une différence objective de situation entre deux catégories d'usagers, en l'espèce entre la situation d'un élève d'un établissement public d'enseignement et celle d'un élève d'un établissement privé, dès lors que tous deux ont besoin d'un ramassage scolaire.

Rien ne peut justifier ces différences de traitement.

Le Conseil d'Etat a estimé que le fonctionnement normal d'une aire d'accueil des gens du voyage qui a pour finalité un accueil provisoire et non permanent des gens du voyage requiert l'expulsion des personnes qui y résident après le délai fixé par le contrat à leur arrivée. Cette mesure qui vise à assurer *l'objectif d'égal accès à l'aire d'accueil*, présente les caractères d'urgence et d'utilité exigés par l'article L 521-3 du Code de justice administrative (**Conseil d'Etat, 10 octobre 2007, n° 305129**).

Il s'agissait bien là de garantir l'égal accès ou le bon fonctionnement d'un service public.

Force est de constater que l'égal accès au Bureau de l'Accueil et de l'Admission au Séjour des étrangers de la Préfecture des Bouches-du-Rhône n'est pas assuré et que le respect de celui-ci ne saurait bénéficier d'une reconnaissance moindre que celle accordée à une aire d'accueil, ne serait-ce qu'en raison du nombre d'usagers concernés.

Cette position de principe du Conseil d'Etat rejoint la préoccupation exprimée dans le rapport du député Matthias FEKL :

« En tout état de cause, l'existence de divergences dans les modes de traitement des dossiers ne saurait être tolérée, dans la mesure où elle contrevient au principe d'égalité. Elle a en outre pour effet collatéral d'encourager une forme de « nomadisme administratif » d'un département à l'autre, au besoin via un recours à des domiciliations de complaisance, que l'on constate notamment en Ile-de-France. (II.1.2, Un manque d'uniformité à l'origine d'inégalités de traitement, p. 29)

« il n'est pas possible de se satisfaire d'une situation où les différences de pratiques et de modalités de traitement des dossiers sont si importantes d'une préfecture à l'autre ». (II.1.2 Un manque d'uniformité à l'origine d'inégalités de traitement, p. 28)

« Il convient ainsi de rappeler que les ressortissants étrangers sont des usagers comme les autres, qui doivent être traités comme tels, d'une part, (II.2.1), et que la volonté de contrôler les flux migratoires ne saurait passer par une dégradation insidieuse des conditions d'accueil, d'autre part (II.2.2) ». (II.2 Des principes fondamentaux à réaffirmer, p. 29)

« D'abord, face aux dérives parfois constatées sur ce point, il est essentiel d'affirmer avec force que les ressortissants étrangers qui se présentent en préfecture, quelle que soit leur situation administrative, sont des usagers comme les autres, dignes de respect. » (II.2.1) Les ressortissants étrangers sont des usagers comme les autres, p. 30)

« La réaffirmation par l'autorité politique de la nécessité d'accueillir les ressortissants étrangers aussi bien que les autres publics revêt donc une évidente

utilité. » (II.2.2, L'amélioration des conditions d'accueil ne conduira pas à une augmentation incontrôlée des flux migratoires, p. 30)

Dès lors, remédier à cette situation de rupture d'égalité de traitement présente incontestablement les caractères d'urgence exigés par l'article L521-3 du Code de Justice Administrative.

C. Sur la discontinuité et le dysfonctionnement du service public

En troisième lieu, les graves et permanentes carences de l'administration résultent d'un mode d'organisation de l'accueil des étrangers et entraîne une discontinuité et un dysfonctionnement du service public.

A titre liminaire, il est important de rappeler que l'article R 311-1 du CESEDA prévoit que :

*« Tout étranger, âgé de plus de dix-huit ans ou qui sollicite un titre de séjour en application de l'article L. 311-3, est tenu de se présenter, à Paris, à la préfecture de police et, dans les autres départements, à la préfecture **ou à la sous-préfecture**, pour y souscrire une demande de titre de séjour du type correspondant à la catégorie à laquelle il appartient.*

***Toutefois**, le préfet peut prescrire que les demandes de titre de séjour soient déposées au commissariat de police ou, à défaut de commissariat, à la mairie de la résidence du requérant.*

Le préfet peut également prescrire :

*1° Que les demandes de titre de séjour appartenant aux catégories qu'il détermine soient adressées par voie postale ;
(...) ».*

Il résulte du premier alinéa de ce texte que le Préfet est tenu d'enregistrer les demandes de titres de séjour en Préfecture et en sous-préfecture, pour que soient respectées les obligations territoriales de l'Administration préfectorale, en fonction du domicile des demandeurs.

Il n'est pas inutile que de préciser que ces obligations territoriales sont précisées en des termes similaires en matière de délivrance de la carte d'identité (article 2 du décret n° 55-1397 du 22 octobre 1955), de passeport (article 9 du décret n° 2005-1726 du 30 décembre 2005) ou de permis de conduire (article R 221-1 du Code de la route).

Pour déroger à ses obligations territoriales, le Préfet aurait pu prescrire les mesures visées aux alinéas suivants de l'article R 311-1 du CESEDA.

En l'espèce, le Préfet des Bouches-du-Rhône ne permet pas qu'un étranger puisse déposer une première demande de titre de séjour dans les sous-préfectures du département, à Aix-en-Provence, Arles et Istres, créant ainsi les conditions de l'engorgement observé au Bureau de l'Accueil et l'Admission au Séjour des étrangers de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, et ce en violation de l'article R 311-1 du CESEDA.

Tous les ressortissants étrangers résidant dans le département des Bouches-du-Rhône et souhaitant faire une première demande de titre de séjour temporaire au titre des articles L 313-11, 7°, L 313-14 du CESEDA ou de l'admission exceptionnelle au séjour par le travail n'ont donc pas d'autre choix que de se présenter 66 B rue Saint Sébastien 13006 MARSEILLE où se situe le BAAS.

Par conséquent, le Préfet des Bouches-du-Rhône est directement responsable de la situation dénoncée.

Le juge administratif peut dès lors prescrire toute mesure provisoire ou utile pour enjoindre le Préfet à ouvrir les guichets en sous préfecture pour les premières demandes de titre de séjour, puisqu'il y est tenu par l'article R 311-1 du CESEDA.

Voir en ce sens : **Conseil d'Etat, 6 février 2004, n° 256719.**

Par ailleurs le Conseil d'Etat a eu maintes occasions de rappeler qu'une menace avérée sur la continuité ou le bon fonctionnement d'un service public justifiait toujours la prise de mesures immédiates, à titre provisoire ou conservatoire.

Dans des affaires bien moins graves que celle observée devant le BAAS de la Préfecture des Bouches-du-Rhône, le Conseil d'Etat a estimé qu'il y avait urgence à rétablir la libre circulation des piétons sur un trottoir, à laquelle faisait obstacle un kiosque de vente de 2 mètres sur 2 installé illégalement par des commerçants (**Conseil d'Etat, 10 mai 2004, n° 258935**), alors même que l'administration aurait toléré l'utilisation temporaire de la voirie par d'autres commerçants.

De même, l'occupation par une société d'une case à usage d'entrepôt dans le marché d'intérêt national de Strasbourg, alors que le contrat de concession n'a pas été renouvelé, fait obstacle à l'utilisation normale et conforme au règlement intérieur et justifie à elle seule l'urgence à libérer l'emplacement en cause (**Conseil d'Etat, 16 mai 2003, n° 249880**).

De même, la restitution immédiate des archives d'un centre hospitalier qui les avait confiées à une société par contrat arrivé à échéance a été jugée nécessaire à la continuité et au bon fonctionnement du service public hospitalier et visait également à garantir l'accès des patients à leurs dossiers médicaux (**Conseil d'Etat, 29 juillet 2002, n° 243500, CH d'Armentières**).

Dans une autre affaire, la chambre de commerce et d'industrie de Bayonne, qui a créé et administre une école de gestion et de commerce dans le cadre des missions de service public qui lui sont légalement dévolues en matière de formation, avait passé avec une société un marché portant sur la fourniture d'ordinateurs portables destinés aux étudiants et dont un certain nombre présentait des défauts. Le Conseil d'Etat, rappelant que le juge des référés peut sur le fondement de l'article L 521-3 du CJA prendre toute mesure nécessaire pour assurer la continuité du service public ou son bon fonctionnement, a considéré que ces ordinateurs constituent pour les étudiants des outils de travail nécessaires au bon déroulement de leurs études, que la mesure demandée par la chambre de commerce visant à la réparation de ces ordinateurs et à leur remplacement, le temps de cette réparation, par d'autres ordinateurs, présentait en conséquence un caractère d'urgence et d'utilité (**Conseil d'Etat, 1^{er} mars 2012, n° 354628**).

Il ne fait donc aucun doute que le bon fonctionnement et la continuité du service public sont des considérations primordiales du Conseil d'Etat et qu'une atteinte caractérisée et durable à ces principes justifie l'urgence à prendre des mesures conservatoires pour les faire respecter.

Des usagers étrangers se voyant par dizaines chaque jour évincés d'un service public, il y a un intérêt public évident justifiant l'urgence à prendre des mesures conservatoires nécessaires au rétablissement de son fonctionnement normal et continu.

D. Sur l'atteinte aux droits élémentaires des étrangers en situation irrégulière

Le nombre dérisoire de tickets distribués et la difficulté qui en résulte d'accéder au guichet, même après plusieurs nuits d'attente, écartent immanquablement certains étrangers qui finissent par renoncer au droit élémentaire, reconnu par le Conseil d'Etat, de voir leur demande d'examen traitée (voir *infra* et **avis du Conseil d'Etat, 22 août 1996, n° 359622**).

L'impossibilité d'accéder au Bureau de l'Accueil et de l'Admission au Séjour de la Préfecture des Bouches-du-Rhône pendant les heures d'ouverture et même quand

l'étranger a fait la queue la nuit entière se traduit par une remise en cause des droits de l'étranger en situation irrégulière.

Elle se traduit notamment par la violation de l'article R 311-4 du Code de l'entrée et du séjour des étrangers qui exige la remise d'un récépissé à tout étranger qui fait une première demande de titre de séjour.

Les étrangers confrontés à l'impossibilité de déposer leur demande de titre de séjour sont maintenus dans une situation d'insécurité juridique pouvant se traduire, en cas d'interpellation, par la prise d'une obligation à quitter le territoire (OQTF), laquelle sera décidée par l'administration sans un examen approfondi de leur droit au séjour, en l'absence de dossier déposé à cet effet.

Or le Conseil d'Etat a rappelé que « *Si donc le demandeur de régularisation a un droit, c'est celui de voir son propre cas donner lieu à examen et, éventuellement, à réexamen lorsqu'un élément nouveau apparaît dans sa situation* » (voir **Avis du Conseil d'Etat, 22 août 1996, n° 359-622**).

Il est constant que, même si une Obligation de quitter le territoire français reste sous le contrôle du juge administratif, l'étranger interpellé et placé sous le coup d'une telle mesure d'éloignement, n'aura pas bénéficié de ce droit reconnu par le Conseil d'Etat.

Dans le même sens, le Tribunal administratif de Melun a estimé « *que le refus d'enregistrement de cette demande d'un titre de séjour (...) a pour effet de prolonger sa situation irrégulière au regard du séjour et le prive de garanties s'attachant à la procédure d'examen et, le cas échéant, de contestation des refus de séjour assortis d'une obligation de quitter le territoire français* » et a estimé que le refus d'enregistrement d'une demande de carte de séjour « *préjudicie de façon grave et immédiate à la situation du requérant et crée ainsi une situation d'urgence au sens et pour l'application de l'article L 521-1 précité du code de justice administrative* » (**Tribunal administratif de Melun, ordonnance du 18 novembre 2011, n° 1108143/10**).

Voir aussi, sur la privation de droits d'un refus d'examen d'une demande de titre de séjour : **Tribunal administratif de Poitiers, 18 septembre 2012, n° 1202119**, **Cour administrative d'appel de Nancy, 22 décembre 2005, n° 05NC00526**, **Préfet des Ardennes c/ M. Dogan KILIC et Cour administrative d'appel de Versailles, 31 mai 2011, n° 10VE03470**.

De même, bien que ce fût sur le fondement de l'article L 521-1 du Code de Justice Administrative, le Tribunal Administratif de Paris a considéré qu'il « *est constant que les services préfectoraux ont refusé, le 7 juin 2010, d'enregistrer la*

demande de titre de séjour portant la mention « salarié » présentée par M. S., ressortissant tunisien, et de lui délivrer un récépissé de cette demande ; que ce refus prive l'intéressé de voir examiner ses droits éventuels à bénéficier d'un titre de séjour et le maintient dans une situation de précarité qui justifie l'urgence au sens des dispositions précitées (L 521-1) » (Tribunal Administratif de Paris, 13/07/2010, n° 1012357/9).

Dans une autre affaire, le Tribunal administratif de Melun a estimé au sujet d'un étranger qui ne parvenait à obtenir un rendez-vous sur internet en vue de déposer sa demande de titre de séjour *« que l'administration qui se contente d'affirmer que de nouvelles plages sont ouvertes chaque semaine pour la quinzaine suivante, ne fait état d'aucune circonstances de nature à justifier ou expliquer les échecs successifs de Mme X, que ce délai, pour ce qui ne constitue qu'une phase préparatoire au dépôt de sa demande de titre de séjour, ne peut être considéré comme raisonnable, et est de par sa durée, de nature, à caractériser une situation d'urgence (...) » (Tribunal administratif de Melun, ordonnance mesures-utiles du 16 août 2011, n° 1105512/10).*

Enfin, au regard du nombre d'étrangers concernés tous les jours et depuis de très nombreux mois par ce dysfonctionnement et cette discontinuité de ce service public, la condition d'urgence est manifestement remplie.

La violation permanente du droit élémentaire des ressortissants étrangers du département de voir leurs demandes de titre de séjour examinées et, le temps de cet examen, de se voir remettre un récépissé, justifie l'urgence de prendre des mesures immédiates.

Conclusion :

Il n'y a aucun doute que la limitation de l'accès au guichet de certains étrangers en situation irrégulière entraîne une rupture dans le bon fonctionnement et la continuité du service public, une inégalité de traitement en comparaison de la manière dont l'administration gère l'accueil d'autres étrangers ou d'autres services qui ne sont pas strictement destinés à un public étranger, une atteinte aux droits élémentaires des étrangers en situation irrégulière, une atteinte à la dignité des personnes et une mise en danger de leur santé s'agissant des plus fragiles, comme des personnes âgées, des femmes enceintes, des malades ou des enfants devant accompagner leur(s) parent(s) toute une nuit dehors.

Cette situation intolérable perdurera tant que l'administration n'aura pas pris les mesures nécessaires à l'accueil des étrangers dans des conditions qui respectent un standard minimal.

Elle caractérise un trouble à l'ordre public permanent auquel il s'agit de mettre fin dans les plus brefs délais.

III. Sur l'absence d'obstacle à l'exécution d'une décision administrative

Le dépôt de son dossier par un demandeur de titre de séjour ne préjuge en rien des suites qui seront données par le Préfet des Bouches-du-Rhône, celui-ci gardant son pouvoir d'appréciation pour la délivrance ou non d'un titre de séjour au regard notamment des conditions légales.

En conséquence, les mesures sollicitées (Cf. IV) ne sauraient faire obstacle à une décision administrative.

De surcroît, il convient de rappeler que les étrangers concernés n'ont même pas accès aux fonctionnaires chargés d'examiner la recevabilité des dossiers présentés et, le cas échéant, de les enregistrer.

Le simple fait que des agents de la Préfecture viennent annoncer aux étrangers qui font toujours la queue qu'il n'y a plus de ticket ne saurait constituer une décision administrative.

Dès lors, aucune décision administrative, telle qu'un « refus de guichet », ne peut être attaquée devant votre juridiction.

Ainsi, en l'absence d'autres voies de droit permettant de remédier à la situation, les mesures demandées relèvent bien de celles qu'il appartient au juge des référés, statuant par application de l'article L 521-3 du Code de Justice Administrative, de prononcer si l'urgence le justifie (Voir en ce sens : **Conseil d'Etat, 18/07/2011 n° 343901**).

IV. Sur l'utilité des mesures sollicitées

Au regard de l'ensemble des raisons qui viennent d'être exposées, les Associations exposantes entendent donc solliciter les mesures conservatoires suivantes.

Etant rappelé que les mesures conservatoires sont celles qui ont pour objet « *de prévenir la survenance ou l'aggravation d'une situation dommageable, la prolongation d'une situation illicite, ou d'assurer la protection des droits et intérêts d'une partie ou de sauvegarder l'intérêt général* » – et d'une manière générale les mesures « *destinées à préserver l'avenir* » (R. Chapus, Droit du contentieux administratif, 12^{ème} édition, n° 1613).

Tel est bien le cas des mesures sollicitées.

- A TITRE PRINCIPAL :

1) Organiser la réception des premières demandes de carte de séjour dans les sous-préfectures des Bouches-du-Rhône.

En premier lieu, pour mettre fin aux atteintes aux droits et à la dignité des étrangers ainsi qu'au dysfonctionnement du service public, il est utile que les étrangers puissent déposer leur première demande de carte de séjour dans la sous-préfecture la plus proche de leur domicile.

La possibilité de déposer une première demande de titre de séjour en sous-préfecture est un droit prévu par l'article R 311-1 du CESEDA, que le préfet peut éventuellement compléter par d'autres mesures mais qu'il n'est pas en droit de supprimer.

Sont concernées par cette mesure les sous-préfectures d'Aix-en-Provence, d'Arles et d'Istres.

Cette mesure serait ainsi de nature à apporter une réponse immédiate à l'engorgement observé au Service de l'Immigration et de l'Intégration situé 66B rue Saint Sébastien – 13006 MARSEILLE.

En particulier, pour les ressortissants étrangers résidant hors de Marseille, cette mesure permettra indiscutablement de rétablir l'égal accès à un service public.

2) Mettre un terme au numerus clausus

En second lieu, pour mettre fin aux atteintes aux droits et à la dignité des étrangers ainsi qu'au dysfonctionnement du service public, il est indispensable que cesse la limitation à l'accès à un bureau d'enregistrement des demandes.

Il sera enjoint au Préfet des Bouches-du-Rhône de mettre un terme à cette pratique et d'examiner toutes les demandes des étrangers désirant souscrire une demande de délivrance de titre de séjour, au besoin en dégageant les besoins humains nécessaires.

- 3) En cas d'impossibilité de recevoir immédiatement au guichet un ressortissant étranger souhaitant souscrire une première demande de titre de séjour, lui remettre une convocation

Si par extraordinaire, les deux précédentes mesures s'avéraient insuffisantes, il serait alors nécessaire, pour prévenir la reconstitution des files d'attente, de remettre à tout étranger dont la demande de titre de séjour n'a pu être examinée immédiatement une convocation aux fins de présentation ultérieure et pour une date qui ne saurait être trop éloignée.

Il sera enjoint au Préfet des Bouches du Rhône de remettre une convocation à tout étranger souhaitant souscrire une première demande de titre de séjour et dont la demande n'a pu être examinée, dans un délai raisonnable qui ne saurait excéder un mois à compter du jour de sa présentation en préfecture ou en sous-préfecture.

- 4) Mettre en ligne sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône les formulaires de demande de titre de séjour

Pour éviter que des étrangers soient amenés à se présenter à plusieurs reprises à la Préfecture en raison notamment d'un dossier incomplet, il est indéniablement utile que soit mis en ligne sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône l'ensemble des formulaires de demande de titre de séjour.

Il convient de préciser, en effet, que ces formulaires comportent notamment l'ensemble des renseignements demandés ainsi que la liste des pièces exigées et propres à chaque type de demande.

D'autres préfectures, comme celles du Nord ou du Rhône, accueillant elles aussi beaucoup d'étrangers, ont déjà mis en place cette pratique. (**pièce n° 32**, copie des pages extraites des sites internet des préfectures du Nord et du Rhône, relatives aux formulaires et listes de pièces à télécharger)

Voir aussi sur les sites internet concernés les pages suivantes :

<http://www.nord.gouv.fr/Vos-demarches-en-ligne/Etrangers-en-France/Informations-pratiques#pieces>

<http://www.rhone.gouv.fr/web/848-listes-des-pieces-a-fournir-pour-un-titre-de-sejour.php>

*

* *

Il convient en outre de souligner que les mesures utiles demandées n'ont rien d'exceptionnel. Elles rejoignent ou complètent une panoplie de mesures qui ont déjà fait l'objet de recommandations du Ministre de l'Intérieur dans sa circulaire n° 12-028975-D du 4 décembre 2012 relative à l'amélioration de l'accueil des étrangers en préfecture, laquelle prévoit une mission d'appui aux préfectures.

La préfecture des Bouches-du-Rhône n'est d'ailleurs jamais citée en exemple dans cette circulaire.

Comme le souligne le rapport du député Matthias FEKL, *« l'exemple lyonnais démontre plus largement que des résultats satisfaisants peuvent être obtenus dès lors que l'amélioration des conditions d'accueil des étrangers est considérée comme une priorité par l'administration et par les membres du corps préfectoral. »* (page 27)

Quelles que soient les mesures déjà prises par la Préfecture des Bouches-du-Rhône, il n'en demeure pas moins que celles-ci sont manifestement insuffisantes.

Les quatre mesures demandées par les Associations requérantes sont donc particulièrement utiles et nécessaires.

- A TITRE SUBSIDIAIRE :

Si, par extraordinaire, un motif s'opposait à prendre les mesures préconisées précédemment, alors il conviendrait de prendre d'autres mesures conservatoires de nature à rendre compatible l'attente des étrangers dehors devant la préfecture avec le respect de la dignité due à la personne humaine.

1) Installation de bancs publics

L'obligation faite aux étrangers d'attendre de longues heures assis par terre ou debout, pour ceux qui ne peuvent s'asseoir, ne saurait être admise plus longtemps.

Il sera enjoint au Préfet des Bouches-du-Rhône d'installer des bancs publics permettant aux personnes de s'asseoir le temps de leur attente.

2) Construction d'un auvent chauffé

Le public doit être préservé le temps de son attente des intempéries.

Il sera enjoint au Préfet des Bouches-du-Rhône de faire construire un auvent, équipé d'un moyen d'éclairage et de chauffage extérieur, de manière à protéger le public de la pluie et du froid.

3) Installation de sanitaires

Pour atteindre l'objectif du respect de la dignité humaine, des sanitaires de voirie doivent être installés.

Il sera enjoint au Préfet des Bouches-du-Rhône d'installer des sanitaires de voirie devant le bâtiment préfectoral situé au 66 B rue Saint Sébastien - 13006 MARSEILLE

PAR CES MOTIFS

Et tous autres à produire, déduire, suppléer, au besoin même d'office, les associations exposantes concluent à ce qu'il plaise au juge des référés du tribunal administratif de Marseille :

- **PRENDRE toutes mesures qu'il estimera utiles** afin de faire cesser l'inégal accès au service public d'accueil des étrangers souhaitant déposer une première demande de titre de séjour, la rupture de la continuité du service public, la discrimination et les atteintes à la dignité humaine et aux droits élémentaires des étrangers souhaitant déposer une première demande de carte de séjour.

- **ENJOINDRE au Préfet des Bouches-du-Rhône de :**

A TITRE PRINCIPAL :

- Organiser la réception des premières demandes de carte de séjour dans les sous-préfectures d'Aix-en-Provence, d'Arles et d'Istres des Bouches-du-Rhône.

- Mettre un terme au *numerus clausus* limitant l'accès des étrangers souhaitant déposer une première demande de carte de séjour et d'examiner toutes les demandes des étrangers désirant souscrire une demande de délivrance de titre de séjour, au besoin en dégageant les besoins humains nécessaires.

- En cas d'impossibilité de recevoir immédiatement au guichet un ressortissant étranger souhaitant souscrire une première demande de titre de séjour, lui remettre une convocation aux fins de présentation ultérieure dans un délai raisonnable qui ne saurait excéder un mois à compter du jour de sa présentation en préfecture ou en sous-préfecture.

- Mettre en ligne sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône les formulaires de demande de titre de séjour.

A TITRE SUBSIDIAIRE :

- Installer des bancs publics devant le Service de l'Immigration et de l'Intégration de la Préfecture des Bouches-du-Rhône au 66B rue Saint Sébastien 13006 MARSEILLE ;
 - Construire un auvent, équipé d'un moyen d'éclairage et de chauffage extérieur, de manière à protéger le public de la pluie et du froid, devant le Service de l'Immigration et de l'Intégration de la Préfecture des Bouches-du-Rhône au 66B rue Saint Sébastien 13006 MARSEILLE ;
 - Installer des sanitaires de voirie devant le Service de l'Immigration et de l'Intégration de la Préfecture des Bouches-du-Rhône au 66B rue Saint Sébastien 13006 MARSEILLE ;
- **CONDAMNER** le Préfet des Bouches-du-Rhône au versement de la somme de 750,00 Euros à chacune des Associations requérantes au titre de l'article L 761-1 du Code de Justice.

Fait à Marseille, le 17 mai 2013

**Pour le GISTI et l'Association de juristes pour la reconnaissance des droits fondamentaux des immigrés,
Maître Clément Dalançon**

**Pour La Cimade et l'Association de soutien aux Amoureux au ban public,
Maître Philippe Pérollier**

BORDEREAU DE PIECES:

- 1 Articles de presse : Marseille l'Hebdo, 14 décembre 2010, « *Nuits glaciales pour un visa* » ; La Marseillaise, 29 mars 2011, « *Cela se passe ici, à Marseille, et aujourd'hui* » ; 31 mars 2011, « *Une simple question de dignité* » ; 1^{er} avril 2011, « *Des pratiques indignes devant la justice* » ; La Provence, 20 avril 2011, « *l'inaccessible guichet* »
- 2 Bandes sonores du reportage France 3 Région du 31 mars 2011 et de l'émission de France Culture du 22 novembre 2011.
- 3 Attestation de Madame Juliette GOUTET
- 4 Attestation de Madame Margot BONIS
- 5 Attestation de Madame Roselyne DREBI
- 6 Attestation de Monsieur Philippe CHOUARD
- 7 Attestation de Monsieur Philippe TONIUTTI-GONZALES
- 8 Attestation de Madame Fatma FERCHICHI
- 9 Attestation de Madame Julie AUFAURE
- 10 Attestation de Madame Pamela PERL
- 11 Attestation de Madame Brigitte APPIA
- 12 Article de la Marseillaise du 19 juillet 2009, « *Une aide qui peut rapporter gros* »
- 13 Attestation de Monsieur CHOUARD datée du 20 novembre 2012
- 14 Attestation de Madame Christine PONSIN
- 15 Attestation de Madame Véronique RANCILLAC en date du 28 février 2013
- 16 Attestation de Madame Pamela PERL en date du 11 mars 2013
- 17 Article de « 20 Minutes » du 18 mars 2013, « *Une attente humiliante* »
- 18 Attestation de Monsieur Philippe CHOUARD en date du 25 mars 2013
- 19 Attestation de Mesdames Charlotte KRAMER et Lennart PERKOWSKI
- 20 Attestation de Monsieur Philippe CHOUARD en date du 19 avril 2013
- 21 Attestation de Madame Véronique RANCILLAC en date 12 avril 2013
- 22 Attestation de Madame Nicole HERVELIN
- 23 Attestation de Madame Juliette GOUTET en date du 24 avril 2013
- 24 Attestation de Madame Charlotte MARINI
- 25 Matthias FEKL, Rapport au Premier Ministre, 14 mai 2013, Sécuriser les parcours des ressortissants étrangers en France, extraits.
- 26 Article de la Marseillaise du 20 février 2012, « *La chute de Papa Guy* »

27 Copie des statuts du GISTI, de la déclaration au Journal Officiel et de la délibération du bureau en date du 15 mai 2013 autorisant Monsieur Stéphane MAUGENDRE à ester en justice

28 Copie des statuts de La Cimade, de la déclaration au Journal Officiel et de la délibération du bureau du 3 mai 2013 autorisant sa présidente à ester en justice

29 Copie des statuts de l'Association de soutien aux Amoureux au ban public, de la déclaration au Journal Officiel et des procès verbaux de l'assemblée générale et du bureau de l'association en date du 27 juin 2012

30 Copie des statuts de l'Association de juristes pour la reconnaissance des droits fondamentaux des immigrés, de la déclaration au Journal Officiel

31 Articles de la Provence du 14 septembre 2011, « *Papiers d'identité : des délais ahurissants dans les Bouches-du-Rhône* » et du 18 novembre 2011, « *Papiers : la préfecture toujours à la traîne* »

32 Copie des pages extraites des sites internet des préfectures du Nord et du Rhône, relatives aux formulaires et listes de pièces à télécharger